

## LE FFS VILIPENDE OUYAHIA ET "SES DELEGUES"

### "C'est une simple mise en scène"

*Le Front des forces socialistes (FFS) a réagi, hier mardi, via une déclaration signée par son premier secrétaire national à l'accord conclu entre Ouyahia et "ses délégués" que le FFS qualifie, par ailleurs, de "marionnettes".*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le nouveau n° 2 du FFS dont le parti avait implicitement soutenu la candidature de Abdelaziz Bouteflika fait l'amer constat. "Les libertés promises lors des précédentes échéances sont compromises et l'Algérie des Algériens continue à subir les pratiques répressives du pouvoir. Ni le droit de grève, ni les libertés syndicales et encore moins les libertés d'expression et d'organisation ne sont respectées", remarque, à juste titre, le responsable du FFS.

Aussi "parallèlement, dans l'Algérie des officiels, se déroule le théâtre de marionnettes dans des scénarios dignes des élaborations de la police politique. L'accord conclu entre le chef du gouvernement et une faction de la structure des arouch en est une parfaite démonstration. Conscient de ce que la finalité de ce "dialogue" que rien, au demeurant, ne justifie effectivement n'est autre que de substituer une structure informelle non identifiée politiquement à la classe politique, le FFS et le RCD particulièrement, Laskri y va sans détour. "A travers cette nouvelle séquence du long feuilleton de faux dialogues (...) la finalité est d'empêcher toute émergence politique et démocratique".

Se disant convaincu que "seule la réhabilitation du politique par un retour véritable à l'exercice des libertés d'opinion, d'expression et d'organisation est à même de conduire notre pays vers un développement durable". Le responsable du FFS positionne clairement son parti par rapport à cette question. "La feuille de route du chef du gouvernement, remarque-t-il à juste titre, approuvée par les "délégués de Ouyahia est une simple mise en scène qui ne sera d'aucun apport aux citoyens et à la démocratie". Lequel "accord entre le chef du gouvernement et les faux représentants de la population (de Kabylie) qui demeure un non événement", conclut la déclaration du FFS.

K. A.

## DENONÇANT L'ACCORD DE SAMEDI, LES AROUCH NON DIALOGUISTES MENACENT

### "La Kabylie s'exprimera à nouveau dans la rue"

*Comme attendu, l'aile communément dite non dialoguiste des arouch de Kabylie a dénoncé, hier, au cours d'une conférence de presse animée au siège du quotidien El Watan, l'accord signé samedi entre le chef du gouvernement et une délégation des animateurs des arouch. Pour Hocine Mammeri et compagnons, l'accord en question est vide de tout sens, hormis qu'il consacre une compromission historique entre Ouyahia et des "auxiliaires" recrutés dans la région de Kabylie. Lesquels "auxiliaires", comprend Abrika et sa délégation de négociateurs, sont, par ailleurs, accusés de corruption.*

**Sofiane Aït-Ilfi - Alger (Le Soir)** - Le délégué de Larbaâ Nath Irathen, Hocine Mammeri, en l'occurrence, pointe de l'index, en effet, les membres de la délégation qui vient de parapher un accord avec le chef de l'exécutif, les accusant d'avoir bradé la plate-forme d'El-Kseur contre des terrains d'assiette et de locaux commerciaux. "Un membre de la délégation vient de se doter d'une cimetière à Oued-Aïssi, alors que d'aucuns savent qu'il n'avait pas les ressources financières pour une telle entreprise", a-t-il affirmé, se gardant de dévoiler l'identité de ce désormais nouveau entrepreneur, invitant toutefois la presse à mener enquête. Cette accusation assénée, l'orateur a, commentant la relance de la négociation et l'accord qui l'a sanctionnée, estimé qu'il s'est agi "du parachèvement d'un processus entamé en 2004". Pour lui, Abrika et compagnons sont "des missionnaires chargés d'exécuter la feuille de route d'Ouyahia. Une feuille de route qui se veut de régler la crise de Kabylie à coups de chèques".

Pour sa part, Rabah Boucetta de la coordination de Boumerdes a considéré le mécanisme que l'accord en question projette d'instituer rien moins qu'un "retour aux fameux ateliers de l'épisode Allilouche". L'orateur n'a pas manqué de rappeler qu'à l'époque Allilouche et ses compagnons de dialogue ont été accusés de trahison. Analysant la dimension politique de l'accord conclu samedi, Rabah Boucetta a relevé le passage singulier qui fait référence à l'élection présidentielle d'avril 2004. Un passage qui, pour lui, souligne en traits assez gras la contradiction dans laquelle s'empêtrant Abrika et compagnie. Son raisonnement tient. "On se rappelle qu'à l'interruption de la négociation en janvier 2004, Abrika et ses compagnons ont vite décrété le rejet de l'élection présidentielle, expliquant, faut-il le souligner, que le rejet du processus électoral reste de mise tant que la plate-forme d'El Kseur n'est pas satis-

faite et que, partant, ce que produira l'urne seront pour le mouvement indus élus."

Aujourd'hui, Abrika et compagnons signent un accord où il est écrit "au demeurant cette même volonté a été affirmée par M. le président de la République personnellement, notamment dans le cadre de son programme que le peuple algérien a démocratiquement approuvé par une très large majorité le 8 avril 2004 (...)", a souligné Boucetta, avant de conclure par la mise en exergue de la contradiction "Pourquoi avoir boycotté l'élection présidentielle s'il est estimé que la réponse à la plate-forme d'El-Kseur est contenue dans son programme électoral ?" Le délégué de Boumerdes a annoncé la reprise incessamment de l'expression populaire en Kabylie, à travers la manifestation de rue. A l'en croire, ce sera juste après la fête de l'Aïd. Un constat de l'interwilyas est, par ailleurs, prévu.

S. A. I.

## SUITE AUX DECLARATIONS DE HADJAR, L'AVOCAT DE MERZOUK HAMITOUCHE REAGIT

### "Ils influent sur le cours normal de la justice"

"Les déclarations qui ont été faites jugent mon client devant l'opinion publique", a déclaré l'avocat de Merzouk Hamitouche. Me Benissad Nourredine, également membre du collectif d'avocats des étudiants arrêtés, n'a pas manqué de réagir aux déclarations faites par le recteur de l'Université d'Alger et par le directeur de la cité universitaire Taleb-Abderrahmane, lors d'une conférence de presse tenue dimanche dernier au niveau du rectorat.

"En considérant leurs propos rapportés par la presse, ils reconnaissent Merzouk Hamitouche comme auteur du saccage du restaurant de la cité universitaire.

En tant qu'avocat, j'ai des remarques à faire à ce sujet", a-t-il déclaré, lors d'un entretien téléphonique. Il rappelle que son client, étudiant en 3e année des sciences politiques, est en détention provisoire.

"Il est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie de manière définitive par une juridiction régulière", a martelé Me Benissad. Et d'ajouter : "Ce n'est pas le cas de mon client puisque il est en phase d'instruction. Le juge d'instruction réunit toutes les preuves pour son cas. Quelles soient en sa défaveur ou à son profit." Ainsi, relève-t-il,

Merzouk Hamitouche ne peut être reconnu comme l'auteur de quelque saccage que ce soit.

"C'est la présomption d'innocence. Nul n'a le droit de le condamner du moment qu'il n'est pas établi par un tribunal", souligne-t-il. Il précise, aussi, que "toutes les parties concernées par cette affaire et particulièrement ceux qui ont déposé une plainte contre Merzouk Hamitouche sont tenus par le secret de l'instruction judiciaire. Ils ne peuvent faire de déclarations concernant les points contenus dans le dossier". Et d'enchaîner : "Toutes les affirmations faites ici et là qui accusent mon client, je les considère de nature à influer sur le cours normal de la justice. D'autant plus que ces déclarations ont été faites au moment où nous demandons une mise en liberté provisoire pour mon client."

Une demande qui est toujours en phase d'étude. "Leurs propos sont considérés comme une initiative pour orienter et perturber l'instruction. Surtout que le juge d'instruction peut prononcer un non-lieu", conclut Me Benissad et qui n'a pas voulu donner plus de détails sur le contenu exact du dossier de son client.

Meriem Ouyahia

## ARRESTATIONS A LA FACULTE DES SCIENCES POLITIQUES ET DE L'INFORMATION

### 36 étudiants concernés

Six étudiants ont été accusés de destruction de l'administration de la cité universitaire Taleb-Abderrahmane le 12 décembre dernier. Parmi eux, Merzouk Hamitouche qui a été arrêté le 13 décembre dernier. Par la suite, deux autres étudiants seront arrêtés. Les trois étudiants sont sous mandat de dépôt et incarcérés à la prison d'El-Harrach. Deux autres accusés sont

considérés en état de fuite par la justice. Quant à un sixième étudiant, il a été mis en liberté provisoire le 16 janvier dernier. Durant la nuit de lundi à mardi (10-11 janvier), vingt étudiants dont deux filles ont été arrêtés aux environs de 21h à l'enceinte de l'institut. Accusés d'attroupement illégal, ils ont été mis en liberté provisoire le 12 janvier à 17h30.

Enfin, dix autres étudiants sont accusés d'avoir pris en otages des personnes sans autorisation des autorités compétentes. Ils sont également considérés en état de fuite et n'ont pas encore reçu de convocation. En totalité, trente-six étudiants sont concernés par les différentes arrestations et interpellations.

M. O.

## LE CNES ET DES PROFESSEURS DE L'ITFC SE PRONONCENT

### Adhésion aux revendications des étudiants

Le collectif des étudiants autonomes de l'université d'Alger s'est réuni, hier, à la faculté de sciences politiques et de l'information (ex-ITFC) avec des membres du Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) et des professeurs de cette faculté. Durant cette rencontre, qui a duré plus de trois heures, la délégation des professeurs a demandé des "éclaircissements et des précisions sur l'affaire des interpellations des étudiants arrêtés abusivement et les poursuites judiciaires contre d'autres". La délégation, baptisée "la délégation des bonnes initiatives", était composée d'Ahmed Lecheheb, représentant du CNES, et de Saghour Abderezzak, Abdelaziz Boubekir, Kamel Sâadoune, tous professeurs à l'ITFC. D'après le communiqué du collectif parvenu à notre rédaction, cette délégation fera en sorte "de sensibiliser les pouvoirs

publics et l'administration à cette crise, et de trouver des solutions aux problèmes vécus au sein de la faculté". Elle demandera que les étudiants détenus soient soumis à un conseil de discipline au lieu de les traîner dans des tribunaux. Selon cette déclaration, au terme de cette rencontre, la délégation s'est prononcée pour les revendications du collectif des étudiants autonomes de l'université d'Alger. Il s'agit de la libération des étudiants arrêtés arbitrairement, l'arrêt des poursuites judiciaires contre les autres et enfin le respect des franchises universitaires. Selon ce document, la délégation des bonnes intentions a exprimé "son entière et responsable solidarité avec ces revendications dont souffrent l'université algérienne en général et l'université d'Alger en particulier, notamment depuis le 13 décembre 2004".

M. O.

## L'UNION DES ETUDIANTS ALGERIENS DE FRANCE Solidarité avec les étudiants d'Alger

Après l'arrestation des étudiants, l'Union des étudiants algériens de France (UEAF), a exprimé dans un communiqué sa solidarité avec les étudiants d'Alger : "Fidèles à nos engagements de soutenir toutes les luttes pour les libertés, dénonçons avec énergie cette agression à l'encontre de nos camarades étudiants d'Alger et nous réaffirmons notre solidarité agissante à leur engagement social." Pour l'UEAF : "Avec cette énième agression et atteinte aux libertés syndicales et aux franchises universitaires, le pouvoir réaffirme son attachement aux pratiques fascistes et brutales afin de

régenter et normaliser la société et étouffer toute velléité de contestation, de revendication et surtout l'émergence de toute forme d'organisation autonome." L'UEAF exige "une libération immédiate et sans condition de ces étudiants arrêtés injustement et arbitrairement et que toute la lumière soit faite pour sanctionner les auteurs de cette agression." Cette union tient à témoigner "la communauté internationale quant aux agissements contradictoires aux discours trompe-l'œil des autorités algériennes de ces dernières années".

M. O.